

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Astreinte Sécurité Civile - Évolution des missions - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Comme de nombreux territoires, la Ville de Montpellier est soumise à un ensemble d'incidents et d'événements de sécurité civile (majeurs), pouvant présenter un risque pour la population, les biens et l'environnement, et nécessitant une réponse opérationnelle forte et efficiente en matière de sécurité, sauvegarde ou en continuité d'activité. La responsabilité du Maire peut être engagée.

Le dispositif du cadre d'astreinte générale de la Ville sera officiellement arrêté le 3 juillet au profit d'une nouvelle organisation en lien étroit avec le Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

L'astreinte bâtiment de la Métropole se resserre au sein du Pôle Immobilier et Sobriété Énergétique, et se mutualise entre la Ville et la Métropole pour récupérer près de deux tiers des appels du cadre d'astreinte générale. En outre, elle complète les astreintes liées à la surveillance météorologique/GEMAPI, gestion des espaces publics ainsi que les différentes astreintes métier développées au sein de l'administration.

Le CODIR développe sa propre astreinte Ville et Métropole pour démarrer à partir du 4 septembre, permettant ainsi de renforcer la chaîne de décision.

Enfin, la police municipale, par son Centre Opérationnel de Commandement, assurera les appels et la

réponse de premier niveau afin de gérer les situations les plus courantes (ne nécessitant pas spécifiquement un cadre).

C'est pourquoi, au regard de cette réalité opérationnelle et à travers le projet de la modernisation du PCS de la Ville de Montpellier, il est proposé de consolider l'astreinte sécurité civile en la doublant pour mieux gérer les appels et événements de sécurité civile à risque, pouvant impliquer à la fois une alerte de l'autorité supérieure, une coordination tactique interservices à distance ou sur le terrain, jusqu'à l'engagement d'une cellule de crise. Elle contribue par ailleurs au dispositif de sécurité d'un grand rassemblement.

Le binôme d'astreinte sécurité civile garantira aux côtés notamment de l'astreinte CODIR et de l'élus d'astreinte, une coordination des réponses. A cela, l'astreinte répond aussi à présent aux enjeux de continuité de service, tant pour la prise d'appels de premier niveau (lorsque le COC est fermé, et hors redirections vers les astreintes cadres compétentes), que pour les activités restantes et non transférées du cadre d'astreinte générale en l'absence de toute autre organisation. Par conséquent, il s'agit là plus d'une transformation, où le profil et les moyens du cadre d'astreinte seront récupérés par l'astreinte sécurité civile.

Principe et dispositif :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour, et se limiteront à la période nécessaire pour gérer ces événements.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte et des éventuelles interventions, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Dans ce cadre, il est proposé de modifier la délibération n°V2020-298 relative aux modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile.

Modalités générales :

- L'astreinte est réalisée à l'année, du lundi au lundi suivant, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour prévenir et gérer les situations d'urgence relevant du Plan Communal de Sauvegarde ;
- Pendant sa période d'astreinte, le cadre est joignable et mobilisable à tout moment ;
- L'astreinte se compose des cadres relevant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP) ainsi que des techniciens de la Mission Sécurité Civile (MSC) contribuant aux opérations. Les agents déjà concernés par une astreinte métier et/ou incompatible avec les préceptes de la sécurité civile ne sont pas concernés ;
- L'astreinte peut être sollicitée en cas d'appel d'urgence, de veille ou d'alerte sur un événement de sécurité civile à risque, et sur le dispositif de sécurité d'un grand rassemblement ;
- L'astreinte est doublée pour répondre à ses nouvelles activités et garantir une capacité à agir. Elle forme un même corps, et l'engagement de la deuxième astreinte a principalement lieu sur des situations particulières engageant un appui, un binôme d'intervention ou une relève ;
- En cas d'événement exceptionnel, elle peut être également renforcée par les cadres du PSTP visés par l'astreinte pour assurer un appui, une continuité et permettre le repos ;
- Avant d'assurer l'astreinte, les cadres concernés doivent réaliser une formation initiale et continue obligatoire, sur leur temps de travail conjointement avec la MSC et le service formation du Pôle

Ressources Humaines ;

- Le cadre dispose d'outils et de moyens pour l'accomplissement de ses missions. En cas de mobilisation, il complète une main courante dématérialisée (en précisant l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées, observations et difficultés rencontrées...);
- La passation de l'astreinte est organisée en présentiel le lundi, entre les cadres concernés, coordonnés par la mission sécurité civile. Un débriefing / briefing est assuré à ce moment ;
- En cas de jour férié ou de permanence, le cadre poursuit son astreinte jusqu'au prochain jour ouvré de l'administration.

Cette astreinte est gérée techniquement par la mission sécurité civile, du pôle des sécurités et de la tranquillité publique.

Modalités d'exemption :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Agent concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Rôle et missions de l'astreinte sécurité civile :

- Elle assure une veille, et un traitement des alertes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 au niveau des événements de sécurité civile, conformément au PCS ;
- Elle apprécie la situation, les risques et le niveau déclenchement du PCS ;
- Selon l'importance de la situation, elle assure l'alerte de l'autorité supérieure et apporte une aide à la décision ;
- Elle porte la coordination opérationnelle ou tactique de l'événement, en relation avec les services et astreintes compétentes, et selon les directives de l'autorité supérieure ;
- Si nécessaire, elle se déplace sur les lieux d'intervention pour faciliter la coordination interservices, l'appui technique et/ou la mise en œuvre des mesures de soutien ;
- Elle engage les moyens à sa disposition et adaptés à la situation, et si nécessaire, fait appel à l'entraide (entre les astreintes 1 et 2, voire la mission sécurité civile et les cadres du pôle des sécurités et de la tranquillité publique visés) ;
- A la demande de l'autorité supérieure, elle déclenche le PCS et mobilise une cellule de crise municipale. A ce moment, elle maintient son rôle premier dans le Poste de Commandement Communal (PCC) auprès du Directeur des Opérations de Secours (DOS) (ou de sauvegarde), et du Responsable des Actions Communales (RAC) ;
- Elle participe à l'animation et à la mise en œuvre de la réponse communale de sécurité civile (mesures d'alerte, de protection et de soutien) ;
- Elle assure le renseignement des informations et les points sur la situation ;
- Elle répond aux enjeux de continuité de service, tant pour la prise d'appels de premier niveau (lorsque le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale est fermé, et hors redirections vers les astreintes cadres compétentes), que pour les activités restantes et non transférées du cadre d'astreinte générale en l'absence de toute autre organisation.

Elle est, avec l'écu d'astreinte et l'astreinte CODIR, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile.

En cas d'événement sollicitant le déclenchement du PCS, avec une forte réactivité, une mobilisation importante des services (liée à l'activation d'une cellule de crise), et/ou présentant un danger immédiat pour l'intégrité physique des personnes (en grand nombre), les deux cadres de l'astreinte sécurité civile priorisent leurs activités premières. Ils assurent ainsi une coordination interservices à distance ou au niveau du PCC pour répondre au mieux à l'urgence de la situation, à l'organisation et aux enjeux du territoire, dans l'attente que la situation se stabilise ou qu'une entraide arrive avant de pouvoir se déplacer sur le terrain si la

nécessité apparaît.

Pour rappel, les indemnisations ou récupérations ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

Le Comité social territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Sécurité Civile telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-232716-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.